

En 1979, à Bécancour

Léger ralentissement dans la construction

par Jacques GINGRAS

BÉCANCOUR — La construction domiciliaire a connu un léger ralentissement en 1979, dans la ville de Bécancour, comme dans l'ensemble du Québec d'ailleurs, selon la compilation de douze mois de l'année effectuée par l'inspecteur en bâtiments, M. Jean-Pierre Verville, qui vient de soumettre son rapport détaillé au conseil. La diminution se fait davantage sentir dans le nombre des permis que dans le volume global de la valeur, en ce qui a trait aux unifamiliales.

En effet, alors qu'en 1978, on émettait 131 permis pour une valeur de \$3,042,000,

l'année dernière, le chiffre n'était que de 82 pour un volume de \$2,875,000 soit une diminution de \$167,000 seulement. Au chapitre des réparations toutefois, la situation est inversée avec 200 permis pour \$780,000 en 1979 contre seulement 170 permis pour un montant de \$518,000 en 1978. Les remises sont cependant beaucoup moins populaires avec une valeur de \$31,000 soit deux fois moins que l'année précédente, tandis que pour les garages, c'est l'inverse avec 41 permis et \$115,000 par rapport à 28 d'un montant total de \$60,000 seulement.

Certains l'ignorent, mais la ville de Bécancour a aussi une vocation agricole et les

cultivateurs continuent année après année à faire des améliorations pour \$187,000 en 1979, ce qui est inférieur de \$80,000 à l'année d'avant. Quant au secteur commercial qui avait été en pleine expansion ces dernières années, comme la ville dans son ensemble, il a vu sa valeur chuter très considérablement à moins de \$200,000.

Industries et logements

La baisse la plus radicale entre les deux dernières années est sans contredit celle survenue au chapitre des industries alors qu'en 1978 on émettait deux permis d'une valeur de

\$4,847,000 dans le parc dont un pour Uniracor, en 1979, il n'y avait qu'un seul permis pour la construction d'entrepôt à \$245,000. Il y a donc là un écart de \$4,5 millions qui baisse considérablement la moyenne des cinq dernières années.

Une autre baisse semblable en pourcentage, mais non en valeur a été enregistrée dans le secteur des logements dont la valeur est somme toute inexistante en 1979, \$8,000 comparativement à \$310,000 l'année d'avant. Toutefois, c'est la situation inverse au chapitre des institutions avec une valeur de \$293,000 contre seulement \$15,000 en '78.

A Saint-Ours paroisse un budget de \$327,500

SOREL (LB) — Le conseil municipal de Saint-Ours paroisse vient de procéder à l'adoption de ses prévisions budgétaires pour 1980 avec des revenus et des dépenses de l'ordre de \$327,500, soit une augmentation de \$68,000 sur le budget de 1979. Cette augmentation des dépenses provient des immobilisations à même les revenus.

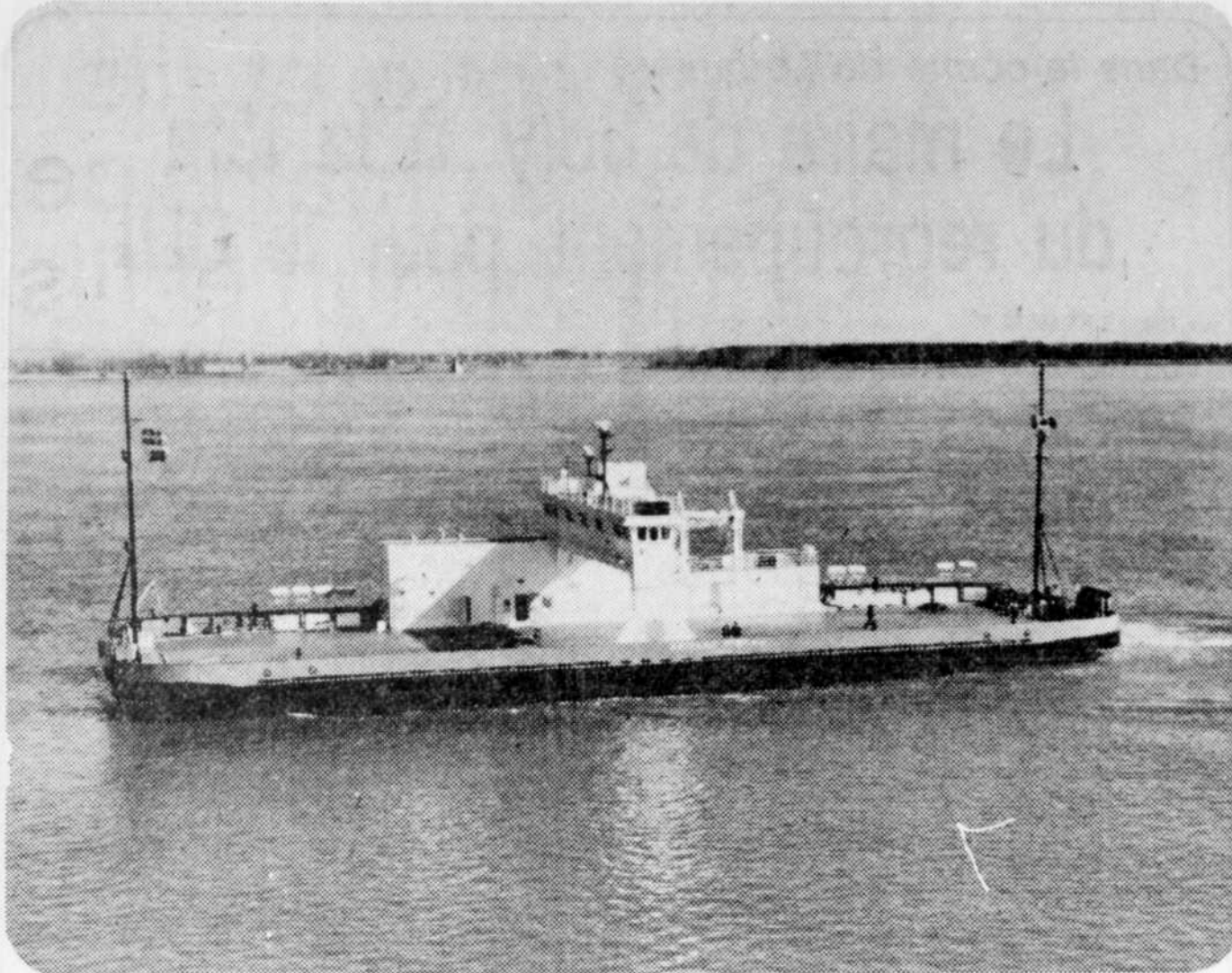
queduc et d'égouts \$5,000 et les autres revenus de sources locales, \$3,200.

Les revenus de transfert s'élèveront à \$129,646 dont \$87,703 en subvention pour l'aqueduc et les égouts, \$20,000 pour l'asphalte et la réfection des chemins, \$9,943 pour l'entretien des chemins d'hiver. L'autre montant de \$12,000 est le paiement final de la taxe de vente.

Dépenses

Au chapitre des dépenses, l'administration générale coûtera \$46,200; la protection contre l'incendie \$10,000; le transport routier \$52,600; l'hygiène du milieu \$40,700; la quote-part de la municipalité à la Commission de développement économique, \$1,000; loisirs et culture \$3,000; l'entretien

L'évaluation municipale de Saint-Ours paroisse s'élève à \$8,711,735 comparativement à \$8,191,561 l'an dernier.



Le traversier Armand-Imbeau, construit par Marine industrie limitée pour la Société des traversiers du Québec au cours de ses essais avant de prendre son service entre Tadoussac et Baie-

Sainte-Catherine. La construction d'un deuxième traversier qui portera le nom de Jos-Deschênes est presque terminée: on prévoit sa mise en service, au même endroit, vers la mi-mai.

Au chantier de Marine industrie ltée

Deux autres traversiers baptisés cet après-midi

TRACY (LB) — Deux baptêmes de navires se dérouleront cet après-midi au chantier de Marine industrie limitée. Il s'agit des deux traversiers construits par le chantier maritime local pour le compte de la Société des traversiers du Québec.

La cérémonie sera présidée par M. Jean-Roch Brisson, président de Marine industrie et les invités seront le ministre des

Transports du Québec, M. Denis De Belleval et le président de la Société des traversiers du Québec, M. Marcel Latouche.

Mme Jacqueline Imbeau sera la marraine du "ARMAND-IMBEAU", tandis que Mlle Rosette Deschênes baptisera le "JOS DESCHÊNES". Les petites bouquetières seront Annie Therrien, fille de M. et Mme Pierre Therrien,

administrateur des contrats à Marine industrie et Stéphanie Bourdon, fille de M. et Mme Claude Bourdon, directeur général de la division navale du chantier.

Le nom du premier traversier a été choisi en l'honneur de M. Armand Imbeau qui, au début du siècle construisit des navires en bois et des goélettes, et possédait une cale-sèche à Tadoussac en 1930. Quant à M. Jos Deschênes, il a été le premier capitaine à assurer la traversée entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine.

Chaque bateau-passeur a une longueur de 63 mètres et la largeur au niveau du pont des véhicules est de 22 mètres. Il pourra accueillir 400 passagers et recevoir 60 au-

tomobiles ou un nombre correspondant de camions ou autres équipements mobiles. L'entrée des véhicules s'effectuera indifféremment par l'arrière ou l'avant des navires.

Le "Armand-Imbeau" et le "Jos-Deschênes" feront la navette à l'embouchure de la rivière Saguenay entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine, point de liaison important de la route reliant Québec aux localités de la Rive nord dont Baie-Comeau, Port-Cartier et Sept-Îles.

Ils ont été conçus et mis au point par les services d'ingénierie de Marine industrie et adaptés aux besoins particuliers de la Société des traversiers du Québec.

Le concours du Mérite agricole le 1er juin

SOREL (LB) — Cette année, le concours du Mérite agricole se tiendra dans la première région, formée de quatorze comtés dont celui de Verchères.

On sait que pour les fins du Mérite agricole, la province est divisée en cinq secteurs et, qu'un concours est organisé d'année en année dans chacun d'eux de façon à couvrir tout le territoire du Québec en l'espace de cinq ans.

Lors du plus récent concours dans la première région, en 1975, soixante et un agriculteurs s'y étaient inscrits. Parmi les gagnants, on avait retrouvé M. Normand Fontaine de Saint-Marc-sur-Richelieu, comté de Verchères, qui s'était mérité la première médaille d'argent.

Tous les agriculteurs de la première région, désireux de participer au concours 1980 peuvent se procurer des formulaires d'inscription à leur bureau de renseignements agricoles. Une fois complétés, avec toute l'exactitude possible, ces for-

mulaires devront être expédiés aux agronomes des bureaux locaux qui les signeront et les achemineront au bureau régional du ministère. De là, ils seront adressés au Service de l'information du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, responsable du concours, où le tout doit parvenir avant le 1er juin 1980.

LOGAUX COMMERCIAUX A LOUER

SHAWINIGAN
À côté des Aubaines Croteau — En face Galeries Royales.

TROIS-RIVIÈRES
Boul. des Récollets entre Septo Fruit et restaurant l'Arcadie

536-4224
Entre 10h00 et 19h00



AUDITORIUM DU CEGEP DE SHAWINIGAN

en collaboration avec CKSM présente

SHAWN PHILLIPS
le dimanche 27 avril à 20h30

PRIX D'ENTRÉE: \$8.00

Billets en vente:

Cégep (local 1160)
Librairie Sauvageau
Librairie Matteau
L'Audifit Galeries Royales

Laforme

Le GÉANT de l'électronique au Québec

"La différence c'est notre service"

VENTE "CHOC"
3 JOURS CETTE SEMAINE SEULEMENT

JEUDI - VENDREDI - SAMEDI

N.B. Cette vente se termine samedi (12 avril) 5h00

SEUL LAFORME

PEUT FAIRE CAI

RCA

TÉLECOULEUR 20" RCA
modèle FD 443



Châssis longue vie de RCA transistorisé à 100%. Nouveau tube-image à matrice noire AccuLine de RCA. Accord précis automatique.
Rég.: \$599.95
PRIX \$499
3 jours seulement

PRIX COUPÉS

ESCOMPTE JAMAIS VUS

VENEZ AUJOURD'HUI MÊME

PROFITER DE CES SPÉCIAUX

QUANTITÉ LIMITÉE

RCA

TÉLECOULEUR 26"
Modèle CD-626

Meubles XL-100 26 po. à syntonisation électronique signe Lock. Le télécouleur XL-100 de RCA est célèbre par sa qualité, son rendement et son prix... d'autant plus exceptionnel durant cette sensationnelle campagne de reprises! Styles de meubles méditerranéens et coloniaux.

Régulier: \$829.95

PRIX \$679
3 jours seulement



CRÉDIT MAISON • CHARGEX • MASTER CHARGE • PLAN MISE DE CÔTÉ

GARANTIE LAFORME
Nous sommes les seuls à vous donner une garantie sur contrat de 4 ans sans charges additionnelles.

SERVICE APRÈS-VENTE
8 électroniciens d'expérience pour le service après-vente. Livraison et service.

REMBOURSEMENT
Si dans les 90 jours suivant votre achat le même appareil est annoncé ou vendu ailleurs à un prix moindre aux mêmes conditions.

MAINTENANT OUVERT AU LAC ST-JEAN, PLAZA ALMA, PLACE LE QERBIER.

Trois-Rivières-Ouest
Centre d'achats
376-2212

CAP-DE-LA-MADELEINE
Galeries du Cap
378-6189

SHAWINIGAN
Plaza de la Mauricie
539-2211

GRAND'MÈRE
758 6e avenue
538-7111

VICTORIAVILLE
Carrefour des Bois-Francis
758-0681

LA TUQUE
539 rue Commerciale
523-7584

L'implantation du CLSC Bois-Francis pour bientôt?

par Roger Levasseur

VICTORIAVILLE — Cette année nous sommes mieux placés que jamais et nous comptons sur la possibilité de l'implantation du CLSC Bois-Francis,

12", a déclaré M. Jean-Guy Morissette, président du conseil d'administration du Centre de relèvement et d'information sociale de Victoriaville, au cours d'une conférence de presse. Le président Morissette

vices du CRIS et l'on compte sur un montant additionnel du MAS.

Le président du conseil d'administration devait aussi mentionner que depuis le premier avril dernier, le CRIS avait entrepris sa huitième année de lutte à la pauvreté et aux problèmes sociaux. Depuis 1972, le CRIS a poursuivi ses activités de relèvement et d'information sociale au niveau de trois lignes d'action: la clinique populaire, l'intervention socio-politique et l'organisation communautaire.

Clinique populaire

La clinique populaire est un centre de services sociaux de première ligne qui accueille inconditionnellement toute personne ou toute famille en difficulté sociale, quel que soit le type de problème.

Ainsi, en 1979, les cliniciens du CRIS ont travaillé sur 528 dossiers de familles ou de personnes seules, démunies. De ce nombre 43% sont des nouveaux dossiers. Par rapport à 1978, la demande a augmenté de 11%; 79% de la clientèle du CRIS tire son principal revenu d'une pension quelconque du gouvernement et 21% des autres sont des familles dont le revenu principal est tiré d'un travail; 67% sont des familles et 33% des personnes seules. Il y a 54% de familles régulières et 46% de familles monoparentales.

Le président Morissette a noté qu'en ce qui concerne les personnes seules le nombre de jeunes de moins de 30 ans a considérablement augmenté au point de représenter plus de la moitié des personnes seules. "L'absence de soutien familial et le manque d'emplois

sont les principaux problèmes des jeunes qui deviennent rapidement des candidats à la délinquance, à la drogue, au crime et parfois au suicide" de commenter le président.

Il a poursuivi en disant que 50% de toutes les personnes qui ont été aidées en clinique sont des personnes autonomes qui n'ont pas eu recours aux services du CRIS sur une base prolongée mais plutôt d'une aide providentielle au bon moment.

Les services dispensés par la clinique sont répartis un peu arbitrairement en deux catégories: le dépannage et la consultation. En 1979, on a fait plus de 2.050 dépannages pour des familles ou des individus réellement démunis ou en difficulté. Il y a eu 2.220 services de consultations.

En ce qui concerne le dépannage, la majorité des fonds utilisés ont été fournis par des organismes privés comme la Saint-Vincent-de-Paul, les Lions, les Filles d'Isabelle.

Intervention socio-politique

Dans ce secteur, le CRIS intervient au niveau du grand public, des organismes publics, les pouvoirs politiques pour promouvoir les politiques sociales, diffuser son analyse des causes de la pauvreté et proposer des projets de réalisation communautaires. Il y a eu 28 publications et 68 conférences. Il y a eu aussi 59 rencontres d'information, 190 réunions et 36 rencontres avec visiteurs.

Organisation communautaire

L'organisation communautaire consiste, au moyen de l'animation sociale, à stimuler et développer l'organisation des citoyens dans des initiatives de style coopératif les impliquant activement dans la réponse à leurs besoins.

Le travail au cours de 1979 a surtout consisté dans la consolidation des groupes existants. Parmi les groupes où les animateurs ont travaillé le plus activement signons Récupération Bois-Francis, la Société populaire de logement, Recyclovesto, la Garderie coopérative.

Deux projets sont en marche présentement depuis le début de 1980: le regroupement des groupes populaires de style coopératif et la mise sur pied d'une coopérative de frais funéraires.

M. Morissette a terminé en disant que ce bilan serait analysé plus en détail au cours de l'assemblée générale annuelle qui doit se tenir vers la fin de mai.

Dans le comté de Lotbinière

Le maire de Joly à la tête du regroupement pour le OUI

par Roger LEVASSEUR

SAINTE-CROIX — M. Maurice Faucher, maire de Joly, préfet du comté de Lotbinière et organisateur crédité, dirigera le regroupement pour le OUI dans le comté de Lotbinière. C'est ce qui a été annoncé, jeudi soir, lors d'une conférence de presse tenue à Sainte-Croix et présidée conjointement par M. Rodrigue Biron, député de Lotbinière et M. Pierre Labelle, président du comité de la campagne pour le OUI, dans Lotbinière.

M. Faucher qui s'est dit heureux de participer à un mouvement qui dépasse les lignes de partis, a affirmé que le temps d'un changement était arrivé. Il a invité tous les citoyens de Lotbinière à adhérer au mouvement du OUI et a présenté à la presse régionale et nationale les personnalités qui formeront le conseil d'administration du Regroupement pour le OUI dans Lotbinière.

Le comité

Ainsi donc, en plus du président Faucher on retrouvera sur ce comité: vice-présidents: Jean-Paul Bernatchez, fils de René Bernatchez, ex-député unioniste à Québec, pour Lotbinière, de 1948 à 1970 et Jacques Fortin, maire de Fortierville, directeurs pour le secteur de Tilly: René Croteau, maire de Saint-Agapit, Jocelyne Sainte-Marie, directrice d'école et Mme

Jeanne d'Arc Dubois, commissaire à la Régionale de Tilly et à la CS de Lotbinière. Directeurs pour le secteur Beauvillage: Normand Bolduc, président de la CS Régionale de Tilly, et Joseph Maguire, rentier. Directeurs pour le secteur de Sainte-Croix: Rita Martel, conseiller municipal à Sainte-Croix et Carmelle Daigle-Rivers, productrice agricole, membre du ca de la Fédération de l'U.P.A. Québec-Ouest. Directeurs

pour le secteur de Fortierville: Clément Lemay, maire de Sainte-Émélie paroisse et Normand Gagnon, maire de Fortierville, paroisse. Directeurs pour le secteur Manseau: Bernard Demers, maire de Sainte-Cécile-de-Lévrard. Directeurs pour le secteur de Leeds: Johanne Boillard, secrétaire de l'U.P.A. la Feuille d'Érable et Marcel Martineau, peintre, débosseleur. Directeurs pour le secteur de Laurierville:

Lauréat Michaud, maire de Sainte-Julie. Les conseillers seront: Rodrigue Biron, député de Lotbinière, Pierre Labelle, président du conseil exécutif du PQ-Lotbinière, Georges Lemay, président du conseil exécutif de l'Union nationale du comté de Lotbinière, Thérèse Hamel Blier, agent officiel, Pierre Régner, agent de recherche et de planification, Martin Houde, directeur général de la campagne et Gaétan Soucy, conseiller juridique.



C'est à Sainte-Croix que fut lancée la campagne pour le OUI, jeudi soir. Sur la photo nous apercevons le président du conseil d'administration de ce comité, M. Maurice Faucher, en compagnie du député de Lotbinière, M. Rodrigue Biron.

La question est déformée par les tenants du NON

—le député Biron

SAINTE-CROIX (RL) — "Les tenants du Non auront beau vouloir déformer la question et dire qu'elle porte sur l'indépendance ou la séparation du Québec, ils ne pourront contraindre la volonté populaire. La question, tout le monde le sait, porte sur la négociation d'une entente nouvelle. D'autant plus que les gens de Lotbinière, par la voix de leur député, ont suggéré un amendement qui clarifie et précise la démarche du gouvernement, a déclaré Rodrigue Biron, l'ex-chef de l'Union nationale qui coprésidait l'assemblée du lancement du OUI dans Lotbinière.

Expliquant les raisons de son adhésion au OUI, le député Biron a dit: "Les citoyens du comté de Lot-

binière m'ont dit et répété que le Québec devait prendre les moyens nécessaires pour faire débloquer le trop lourd et trop coûteux contentieux Québec-Ottawa. Ils m'ont demandé de me battre à leurs côtés et ce soir nous sommes heureux de vous présenter leur équipe du OUI."

Le député Biron qui a dit consacrer dans les semaines à venir trois à quatre jours dans son comté et le reste de la semaine à l'extérieur, devait conclure: "Nous sommes à la veille d'un temps nouveau, je le sens, je le vois tous les jours dans les usines, les fermes, les petits commerces, chez nos personnes âgées comme chez les jeunes, dans tous les milieux de vie."

• Le premier ministre René Lévesque a fait savoir qu'il serait disponible pour passer quelques heures dans Lotbinière, le 6 mai.

• Interrogé à savoir ce qu'il pensait des rassemblements des Yvettes, Rodrigue Biron a répondu qu'on retrouvait au Forum des femmes rouges et fédéralistes au bout, des femmes qui n'ont probablement pas regardé la question. Selon l'ex-chef unioniste il est de plus très facile de réunir 12.000 ou 14.000 femmes à Montréal, pour n'importe quoi!

• Pour Pierre Labelle, ces rassemblements sont "l'exploitation éhontée d'une erreur". Il trouve de plus que les femmes oratrices ce soir-là ne représentent pas la collectivité féminine de chez nous et il a cité les noms de Michelle Tyssère, Renaude Lapointe, Monique Bégin. Il prétend qu'avec la force actuelle du Mouvement pour le OUI, il serait facile de rassembler 40.000 ou 50.000 au stade Olympique. M. Labelle ajoute que le OUI n'a pas \$250.000 ou \$300.000 à dépenser pour une telle démonstration de démagogie et que l'on aime mieux travailler de façon plus terre à terre.

• Comme on lui demandait comment il se faisait que dans le Regroupement du OUI de Lotbinière, on avait récupéré surtout des unionistes et des crédites, Rodrigue Biron répondit: "C'est justement parce que les unionistes et crédites sont récupérables eux, alors que les rouges sont irrécupérables!"

• M. Maurice Faucher, président du comité pour le OUI dans Lotbinière a annoncé qu'il déléguerait sous peu les noms de 84 directeurs(trices) et codirecteurs(trices) de paroisses qui dirigeront la campagne du OUI au niveau de chaque localité du comté. Ces 84 responsables pourront compter sur l'appui d'au moins six personnes par section de vote, ce qui constituera, selon M. Faucher, une des plus grosses équipes jamais mobilisées dans le comté.

En bref

- Pour Pierre Labelle, président du Comité de campagne pour le OUI du comté de Lotbinière, on assiste dans ce comté au plus grand regroupement que le Québec ait connu à ce jour. L'objectif fixé par le national dans ce comté est 14.000 OUI mais le comité local s'est donné un objectif de 20.000.
- Dans Lotbinière, on fera surtout du porte à porte en expliquant la question et en invitant les gens à signer le Cahier du OUI.

Semaine de l'éducation

"Apprendre à être citoyen"

VICTORIAVILLE (RL) — La semaine de l'éducation aura lieu la semaine prochaine et portera le thème "Apprendre à être citoyen... ça vaut le coup". Dans le territoire de la régionale des

Bois-Francis, on a choisi de concentrer toutes les activités au cours d'une seule journée, le 16 avril. Mme Charlotte Leblanc, présidente de cette semaine de l'éducation dans les Bois-

Francis, a mentionné que ce mercredi 16 avril devient la journée de l'éducation sur tout le territoire de la régionale des Bois-Francis. Mme Leblanc a expliqué que chacune des écoles sera

appelée à choisir la ou les thèmes qu'elle voulait privilégier lors de cette journée. "Nous leur avons demandé d'organiser des activités qui souligneraient l'une ou l'autre facette des valeurs transmises par l'école sur le plan socioculturel, socio-économique, socio-politique", mentionne-t-elle.

La présidente déclarait de plus qu'afin de sensibiliser les étudiants à une dimension spécifique du rôle des citoyens, à savoir l'implication politique scolaire, les membres des conseils étudiants des écoles étaient invités à participer à une réunion régulière du comité exécutif de la CSR des Bois-Francis, lundi. Cette activité permettra de prendre connaissance des dossiers débattus et de mieux connaître l'administration de la CS de même que les gens qui y oeuvrent.

Pour les diverses activités, les comités d'écoles et les commissaires sont invités à participer dans leur localité aux événements du 16 avril.



La semaine de l'éducation sera soulignée de façon spéciale dans toutes les écoles de la régionale des Bois-Francis. Sur la photo nous apercevons la présidente de cette semaine, Mme Charlotte Leblanc en compagnie du président de la commission scolaire régionale des Bois-Francis, M. Martial Demers.

dossier que nous débattons avec le ministre des Affaires sociales et le CRSS-04 depuis 1974. Le ministre a annoncé que des crédits étaient débloqués pour 12 nouveaux CLSC et nous croyons bien que celui de Bois-Francis sera parmi ces

souhaitait que le CRIS possédait 10 travailleurs l'an dernier et le budget déposé fut de \$109.465. Pour 1980, le CRIS compte à ce jour sur des subventions de \$70.625. Selon le président, cette somme est insuffisante pour assurer la survie des ser-

vaient vers Sorel. On prévoit construire aussi, un émissaire sanitaire qui se déversera dans la rivière Saint-François.

Le maire Desmarais projette de réaliser l'an prochain le pavage de trois autres artères soit les rues Lacharité, Blondin, Lachapelle. L'enthousiasme du maire lui faisait également dire qu'il était très heureux de la collaboration du ministère des Transports du Québec autant sur le plan régional que provincial.

allant vers Sorel. On prévoit construire aussi, un émissaire sanitaire qui se déversera dans la rivière Saint-François.

Le maire Desmarais projette de réaliser l'an prochain le pavage de trois autres artères soit les rues Lacharité, Blondin, Lachapelle. L'enthousiasme du maire lui faisait également dire qu'il était très heureux de la collaboration du ministère des Transports du Québec autant sur le plan régional que provincial.

A Saint-François-du-Lac

Finie la poussière

SAINT-FRANÇOIS DU LAC (RDC) — Le ministère des Transports du Québec vient d'accorder à la municipalité du village de Saint-François-du-Lac un montant additionnel de \$25.000 pour terminer les travaux en cours de l'ancienne route 3 ou chemin Abénakis et des routes 132 et 143.

On se souvient qu'il y a environ cinq ans, le gouvernement avait arrêté les travaux de réfection et d'égout pluvial sur la rue principale. Le 10 mars 1975, le ministère

des Transports accordait une contribution de \$225.000. Il est à noter que les travaux de pose de tuyaux d'aqueduc et d'égouts ont été réalisés, mais le pavage n'avait pas été fait. Les contribuables ont dû se promener dans la poussière depuis ce temps.

C'est avec beaucoup de plaisir que le maire Jean-René Desmarais nous confiait que, dès cet été, la rue Notre-Dame jusqu'au sud de la route 132 sera pavée et les accotements en ciment seront faits à partir du pont en

allant vers Sorel. On prévoit construire aussi, un émissaire sanitaire qui se déversera dans la rivière Saint-François.

Le maire Desmarais projette de réaliser l'an prochain le pavage de trois autres artères soit les rues Lacharité, Blondin, Lachapelle. L'enthousiasme du maire lui faisait également dire qu'il était très heureux de la collaboration du ministère des Transports du Québec autant sur le plan régional que provincial.

Le travail au cours de 1979 a surtout consisté dans la consolidation des groupes existants. Parmi les groupes où les animateurs ont travaillé le plus activement signons Récupération Bois-Francis, la Société populaire de logement, Recyclovesto, la Garderie coopérative.

Deux projets sont en marche présentement depuis le début de 1980: le regroupement des groupes populaires de style coopératif et la mise sur pied d'une coopérative de frais funéraires.

M. Morissette a terminé en disant que ce bilan serait analysé plus en détail au cours de l'assemblée générale annuelle qui doit se tenir vers la fin de mai.

Le travail au cours de 1979 a surtout consisté dans la consolidation des groupes existants. Parmi les groupes où les animateurs ont travaillé le plus activement signons Récupération Bois-Francis, la Société populaire de logement, Recyclovesto, la Garderie coopérative.

Deux projets sont en marche présentement depuis le début de 1980: le regroupement des groupes populaires de style coopératif et la mise sur pied d'une coopérative de frais funéraires.

M. Morissette a terminé en disant que ce bilan serait analysé plus en détail au cours de l'assemblée générale annuelle qui doit se tenir vers la fin de mai.

Le travail au cours de 1979 a surtout consisté dans la consolidation des groupes existants. Parmi les groupes où les animateurs ont travaillé le plus activement signons Récupération Bois-Francis, la Société populaire de logement, Recyclovesto, la Garderie coopérative.

Deux projets sont en marche présentement depuis le début de 1980: le regroupement des groupes populaires de style coopératif et la mise sur pied d'une coopérative de frais funéraires.

M. Morissette a terminé en disant que ce bilan serait analysé plus en détail au cours de l'assemblée générale annuelle qui doit se tenir vers la fin de mai.

Le travail au cours de 1979 a surtout consisté dans la consolidation des groupes existants. Parmi les groupes où les animateurs ont travaillé le plus activement signons Récupération Bois-Francis, la Société populaire de logement, Recyclovesto, la Garderie coopérative.

affaires municipales

Victoriaville

Achat de terrain

La brasserie Molson a l'intention de se relocaliser dans le parc industriel et le représentant local, M. Ben Mathieu, a formulé une demande au conseil municipal pour l'achat d'un terrain de 4.731 mètres carrés au prix de \$1.40 le mètre carré. Les édiles ont agréé à cette demande.

Nouveaux titres

Le gérant municipal, M. Lévis Lupien, portera désormais le titre de directeur général. L'ingénieur Albert Audet devient pour sa part le directeur du département de services techniques et des travaux publics.

Contrat à Allard

Afin de fournir de l'eau à cerceaux Atlas, des travaux de réfection d'aqueduc sont nécessaires sur la rue Arcand. Eusébe Allard inc. de Princeville a obtenu le contrat pour un montant de \$17.483.

Gravier et béton

La ville achètera cette année son gravier brut d'Excavation Marchand ltée au prix de \$2.30 la tonne métrique, et son gravier concassé 0.25mm de la Cie de pavage Lasalle à \$3.60 la tonne métrique. Par ailleurs, c'est Ciment Ro-No qui fournira le béton prêt à l'emploi préparé en usine au prix de \$52.65 le mètre cube.

Vendeurs itinérants

Les municipalités n'ont plus le droit d'imposer une taxe aux vendeurs itinérants, colporteurs, sous-traitants, etc. C'est pourquoi on a adopté le règlement 528 qui abroge l'ancien règlement 497 prévu à cet effet.

Convention à signer

A la suite de la lettre du MAQ et de la Commission municipale du Québec approuvant le règlement 520, le conseil a autorisé le maire suppléant et le greffier à signer la convention avec la SHQ relativement à la mise en oeuvre du programme d'amélioration de quartiers.

Les comptes

Le total des comptes à payer était assez imposant ce mois-ci, soit \$1.053.953.35.

Compensation

En adoptant le règlement 530, le conseil s'est donné le privilège d'imposer une taxe à certains immeubles ou

terrains jusqu'à présent exempt de toutes taxes. Le directeur général a expliqué qu'il y avait fort peu d'immeubles compris dans cette nouvelle législation et que le montant total de la taxe qui en serait retiré serait à peine \$1.700.

Travaux

Avec le règlement 531, les édiles ont décrété un emprunt de \$230.000 pour l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et de construction de rue dans le parc industriel, soit sur le boulevard de l'Artisan.

Innovation

Puis, on a passé au règlement 532 qui amende le règlement 200 de façon à permettre à d'autres personnes qu'à un agent de police d'émettre des billets d'assignation dans le cas de contravention aux dispositions du règlement de stationnement. Cette personne portera probablement un costume particulier qui ne sera cependant pas celui des policiers.

Place des Hirondelles

Le conseiller Jean Roux a donné un avis de motion pour un règlement décrétant l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et de construction de rues dans la section appelée place des Hirondelles. Selon M. Albert Audet ces travaux pourront coûter \$23.100.

Préparation de plans

La firme locale des Consultants SBCS a été engagée pour la préparation des plans, devis et estimations ainsi que pour la surveillance de travaux d'aqueduc et d'égouts sur le boulevard Garnache, de construction d'une passerelle sur la rivière Nicolet, et de construction d'une galerie pour les représentants de la presse au pavillon Jean-Béliveau.

Eclairage

Le directeur du service des travaux publics a montré les plans concernant l'éclairage proposé sur la rue Mainville. Il s'agit de six lampes de 10.000 lumens.

Annulation de soldes

A la suite d'une recommandation en ce sens, le conseil a choisi d'annuler les soldes de 12 règlements pour lesquels aucun financement à long terme n'est prévu. Il s'agit d'un montant total de \$1.191.414,13. Par ce geste la ville a libéré pour autant sa capacité d'emprunter.

Emprunts temporaires

Enfin, le conseil renouvellera trois emprunts temporaires à la BNC à des montants de \$81.000, \$67.500 et \$311.400.